

## Décrochage scolaire: quel coût pour les intéressés et la société ?

**Giorgio Brunello** [University of Padova – [giorgio.brunello@unipd.it](mailto:giorgio.brunello@unipd.it)]

**Maria De Paola** [University of Calabria – [m.depaola@unical.it](mailto:m.depaola@unical.it)]

Réduire la proportion de décrochages scolaires à moins de 10% constitue un des objectifs principaux de la stratégie Europe 2020. Mais la conception d'une politique pour combattre ce phénomène s'avère être une tâche ardue qui requiert à la fois d'identifier des liens causaux et de mesurer des coûts et bénéfices.

[Traduit de l'anglais par Alexis Maitre.]

Si l'on s'en réfère à la définition utilisée par Eurostat et la Commission Européenne, un décrochage scolaire correspond à la situation dans laquelle un individu âgé de 18 à 24 ans n'a rien obtenu de plus que le brevet des collèges et n'est engagé dans aucune formation ou programme éducatif. En 2009, 14,4% de la population de l'Europe des 27 était dans cette situation (voir Figure). Ce problème est particulièrement sérieux dans la péninsule Ibérique, où cette proportion dépasse 30% de la population, mais il est également sensible dans certains pays d'Europe du Nord, tels que la Norvège et le Royaume-Uni.

### MESURER LE COUT DU DECROCHAGE SCOLAIRE

Quel est le coût pour les intéressés et pour la société des départs prématurés du système éducatif ? Les estimations disponibles ne couvrent que quelques pays et diffèrent grandement d'une étude à l'autre. Le coût par individu pour la société, considérant toute la durée de sa vie, est évalué à 33 000€ en Irlande, 56 000€ au Royaume-Uni, 120 000€ en Norvège et 157 000€ en Estonie. Ces chiffres sont importants mais considérablement inférieurs aux 756 000\$ estimés pour les Etats-Unis. Ces différences reflètent à la fois de véritables écarts entre pays et le fait que certaines mesures sont plus inclusives que d'autres.

Les effets de l'éducation sur le bien-être individuel et social sont nombreux. Pour les individus, l'éducation génère des bénéfices non seulement parce qu'elle améliore les perspectives d'emploi, de salaire et de satisfaction au travail, mais aussi parce qu'elle permet des choix mieux informés en ce qui concerne la santé, le mariage, les enfants et la retraite. De plus, la scolarisation affecte d'autres compétences et attitudes telles que l'aversion au risque, la patience et la motivation, attitudes qui influencent les choix économiques. La décision individuelle d'entreprendre des études supérieures a également des conséquences sociales et affecte à la fois les finances de

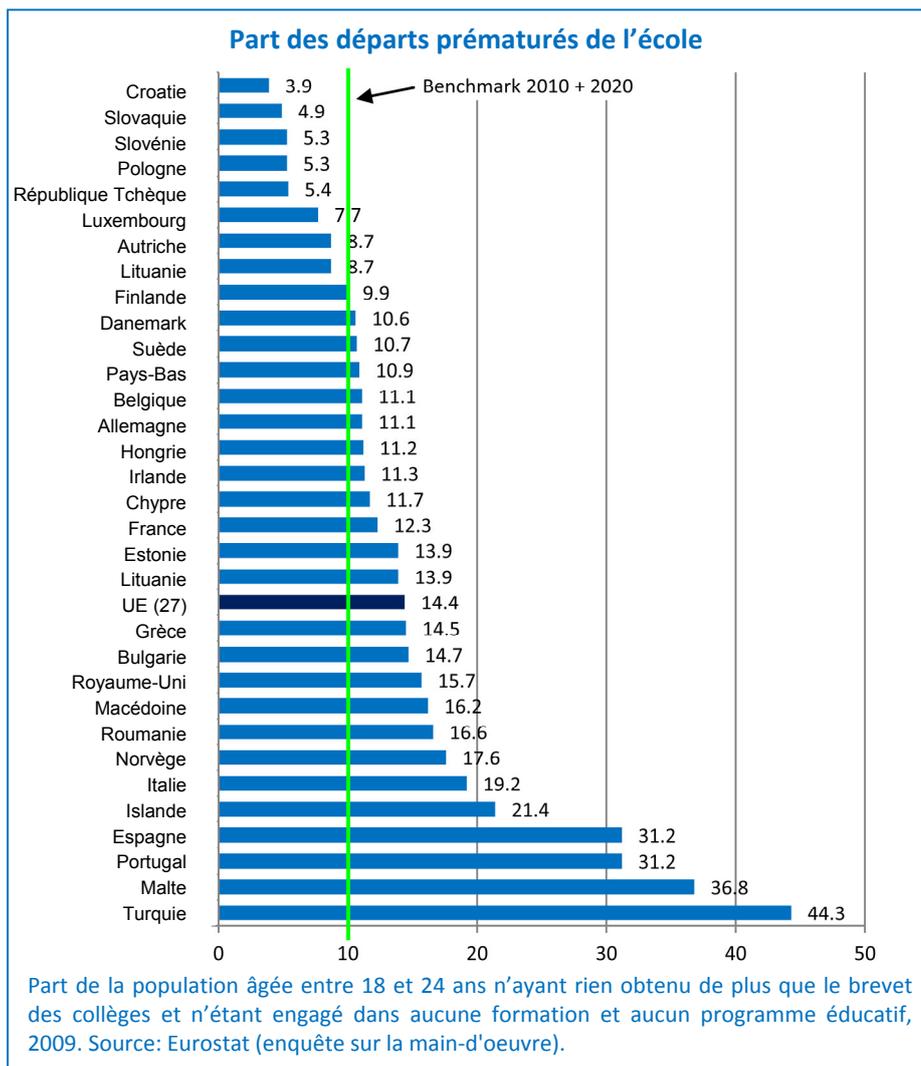
l'Etat – en augmentant la recette des impôts et en réduisant la dépense en aides et allocations – et le bien-être social, au travers de ses effets sur la propension au crime, l'attitude envers les minorités et la participation politique.

Evaluer ces bénéfices (nets) est une tâche complexe qui requiert la comparaison d'un groupe de traitement et d'un groupe de contrôle. Il est courant de choisir les détenteurs du baccalauréat pour ce dernier groupe et d'identifier le groupe de traitement aux élèves ayant quitté le système scolaire prématurément. Idéalement, ces deux groupes ne diffèrent que par leur niveau d'éducation. Cependant, en pratique, ils diffèrent également par d'autres caractéristiques observables et inobservables qui, si elles ne sont pas prises en compte, peuvent mener à des résultats biaisés.

Pour illustrer ces difficultés, considérons une composante essentielle du coût individuel à quitter prématurément le système scolaire : la somme actualisée des pertes de revenus tout au long de la vie, retraite comprise. Pour effectuer ce calcul, l'hypothèse classique consiste à supposer que les revenus à 50 ans en 2030 seront égaux aux revenus observés à 50 ans en 2013, correctement augmentés de la croissance estimée de la productivité. Cependant, les marchés du travail modernes deviennent de plus en plus polarisés, avec un recul des emplois routiniers caractéristiques des classes moyennes. La prime de salaire pour avoir obtenu son bac pourrait donc baisser, ce qui mènerait à la surestimation du coût d'un décrochage scolaire.

### LES MESURES POUR REDUIRE LES DEPARTS PREMATURES

Plusieurs politiques ont été adoptées en Europe pour endiguer le décrochage scolaire et le débat quant à l'efficacité de ces mesures est toujours très animé parmi les décideurs politiques et les chercheurs. Tandis que certaines politiques publiques – telles que les aides conditionnelles – sont dirigées vers les étudiants désavantagés ou à risque,



programme a conclu à une remarquable diminution des taux d'abstention et de redoublement. Une évaluation crédible des politiques publiques peut aussi se baser sur les variations induites par les règles administratives. Aux Pays-Bas, par exemple, un programme consistait en l'allocation de ressources supplémentaires aux écoles avec une grande proportion d'étudiants désavantagés sur la base de la comparaison avec une valeur seuil. L'évaluation de cette mesure a montré qu'elle n'était pas parvenue à améliorer les résultats aux tests nationaux, et qu'elle pourrait même avoir réduit les performances scolaires.

Les résultats sont plus encourageants pour le programme « Excellence in Cities » (EiC) destiné à aider les étudiants désavantagés en Angleterre. L'évaluation de cette mesure s'est basée sur la comparaison entre le changement dans les résultats des écoles ayant bénéficié de l'EiC avec d'autres écoles comparables. La mesure semble ainsi avoir contribué à un meilleur apprentissage ainsi qu'à une plus grande assiduité des élèves. L'analyse coûts-bénéfices réalisée suggère même que les bénéfices espérés sont proches des coûts du programme.

d'autres concernent le système scolaire dans son ensemble. Malheureusement, les politiques dans ce domaine sont rarement évaluées au moyen d'analyses coûts-bénéfices. La rareté de ces évaluations est en partie due au manque de données individuelles, sociales et fiscales adéquates. De ce point de vue, beaucoup d'études sont réalisées dans les pays Nordiques, où la tradition de collecte et de diffusion des données auprès des chercheurs est mieux implantée. Les mesures qui adoptent un design expérimental – c'est-à-dire celle où l'affectation au traitement se fait de manière aléatoire – sont encore rares en Europe. Cependant d'intéressantes études ont été réalisées. Le programme de soutien ciblé pour les élèves du secondaire récemment introduit en France est un bon exemple. L'évaluation de ce

Comparer des mesures parfois relativement différentes – certaines se concentrant sur les élèves en difficulté et d'autres concernant tous les élèves – est une tâche très difficile. Réussir un tel exercice requiert non seulement des données précises sur les résultats et les coûts, mais aussi que des résultats équivalents soient considérés, que des individus similaires soient comparés et que des méthodes d'évaluation comparables soient employées. Ces critères doivent guider la conception des politiques pour combattre le décrochage scolaire. Il est regrettable que ce phénomène soit négligé dans le débat européen ou qu'il ne reçoive en tout cas qu'une attention limitée.

Pour plus de détails voir: Giorgio Brunello, Maria De Paola, *The Costs of Early School Leaving in Europe*. Rapport Analytique No. 17 de l'EENEE, Novembre 2013, [http://www.eenee.de/dms/EENEE/Analytical\\_Reports/EENEE\\_AR17.pdf](http://www.eenee.de/dms/EENEE/Analytical_Reports/EENEE_AR17.pdf).